

**MOBILITE RESIDENTIELLE, EMPLOI ET PRODUCTION****DE L'HABITAT DU PLUS GRAND NOMBRE****(de quelques débats au Mexique et en Amérique latine)****R. COULOMB**

L'urbanisation accélérée de l'Amérique Latine, et l'expansion "explosive" de l'habitat populaire périphérique qui l'accompagne, était interprétée au début des années soixante comme étant le produit des migrations paysannes, et de l'arrivée dans les périphéries des villes de masses de paysans déracinés, qui s'installaient dans des quartiers qualifiés de "marginiaux", non intégrés à la ville formelle - "villes miserias" (villes misères), dont le radicalisme politique latent rendait leur élimination, leur relocalisation ou, dans le meilleur des cas, leur réhabilitation comme étant indispensables.

C'est dans ce contexte de la définition de politiques et de projets (autant de la part des gouvernements locaux que des agences internationales de développement) à l'égard de l'habitat du plus grand nombre, que s'inscrivent les travaux de plusieurs chercheurs, tels que W. MANGIN, A. et E. LEEDS, et, bien entendu, John TURNER, qui tendent à démontrer que ces quartiers populaires constituent une solution viable à l'habitat des plus pauvres, autant pour les gouvernements que pour les habitants eux-mêmes.

Le modèle interprétatif élaboré par TURNER aura une influence certaine sur les politiques dirigées vers "l'habitat spontané" du plus grand nombre en Amérique Latine. En ce qui concerne la recherche urbaine, ses différents courants feront presque toujours référence au modèle de TURNER, soit pour y souscrire, soit pour le critiquer plus ou moins violemment.

## 1 - LE MODELE INTEGRATIONISTE DE JOHN TURNER

### 1.1 - Les trois fonctions de l'habitat

Après une ample recherche de terrain effectuée à LIMA (PEROU), TURNER propose une reconceptualisation de l'habitat qui ne doit pas être assimilée au logement lui-même, et aux conditions matérielles de l'habitation, mais qui doit bien plutôt considérer les relations fonctionnelles entre l'habitat et l'habitant (ce que certains nomment aujourd'hui "l'habiter"). Selon TURNER, ces relations fonctionnelles concernent fondamentalement :

- La localisation du logement dans la ville, c'est-à-dire son articulation avec la localisation des activités, en particulier la proximité des opportunités d'emploi non qualifié des secteurs du commerce et des services
- La tenure du logement, la sécurité de la propriété (ou de la possession) représentant une source de sécurité sociale et économique pour l'habitant
- Le confort du logement, qui ne devient prioritaire que lorsque l'unité familiale s'élève dans l'échelle des revenus

### 1.2 - Priorité à l'insertion économique dans la ville

C'est à partir des relations fonctionnelles de l'habitat que John TURNER construit un modèle de mobilité résidentielle intra-urbaine des couches populaires, directement articulé avec leur niveau d'intégration économique dans la ville (mobilité socio-économique). D'après ce modèle, les migrants ruraux récemment installés en ville privilègient (choisissent) la localisation de leur logement dans la ville centrale en tant que marché de l'emploi (artisanat, commerce de rue, services non qualifiés, etc...). Ils s'y installent sous le mode de la location d'une pièce de "Vecindad" (habitat locatif très souvent détérioré). Postérieurement, la croissance de sa famille, les menaces d'expulsion ou bien l'obligation de payer régulièrement le loyer, etc... poussent le migrant, dont la situation économique est en train de se consolider, à sacrifier l'avantage de la localisation au profit d'un logement plus ample et plus sûr : un logement autoconstruit dans les quartiers populaires périphériques en voie de consolidation.

Certains contradicteurs empiriques obligèrent TURNER à reconnaître que ce modèle de mobilité économique et spatiale ne correspondait pas exactement aux migrations intra-urbaines que connaissent les grandes villes latino-américaines dans l'étape "contemporaine" (terme de TURNER) de leur croissance urbaine. En effet, ce sont les espaces périphériques des années cinquante qui sont devenus aujourd'hui les nouvelles zones de réception des migrations vers les villes, en substitution de la ville centrale saturée. C'est là que se développe un habitat locatif à bas coût, et c'est là que s'originent les flux migratoires intra-urbains vers les quartiers autoconstruits de la grande périphérie.

TURNER en est quitte pour complexifier son modèle, mais continue de penser qu'il justifie amplement ses recommandations politiques en ce qui concerne l'autoconstruction, et ses campagnes en faveur de la "liberté pour construire" ("Freedom to build"). En effet, l'autoconstruction - ou l'autoproduction - du logement du plus grand nombre (42 % en 1974, 60 % en 1980 des logements de l'agglomération de Mexico) présente, selon lui, plusieurs avantages :

- une consolidation progressive de l'habitat populaire, en fonction des ressources changeantes et instables des plus pauvres (alors que les prêts publics ne tiennent pas compte de cette réalité, d'où l'échec des programmes gouvernementaux ou de la Banque Mondiale)
- la capitalisation de l'effort et de l'insertion économique dans la ville
- une source de sécurité sociale et économique, face à l'insécurité de la tenure locative.

### 1.3 - La thèse politique

L'impact politique de la thèse de TURNER pourrait être résumé de la façon suivante :

- l'habitat spontané des périphéries urbaines des pays en voie de développement n'est pas l'espace des migrants marginaux et non intégrés, socialement et politiquement dangereux, mais bien plutôt celui auquel aspirent les couches urbaines à bas revenus, lorsqu'elles sont en quête d'un habitat stable, signe de leur intégration, à la fois urbaine et socio-économique, à la ville

- l'échec des planificateurs urbains et des programmes publics de logement populaire réside dans une méconnaissance des fonctions socio-économiques que joue cet espace spécifique. Au lieu d'essayer maladroitement de substituer de façon autoritaire cet habitat spontané du plus grand nombre, il faut en reconnaître la valeur autogestive et d'auto-dépassement, et l'appuyer au niveau de la régularisation de la tenure du sol et de l'amélioration de l'infrastructure et des services.

## 2 - DE QUELQUES ENJEUX POLITIQUES D'UN DEBAT TRES CHARGE D'IDEOLOGIES

### 2.1 - Ségrégation spatiale et mobilité socio-économique

Les références implicites du modèle de TURNER aux théories de l'Écologie Humaine des fondateurs de l'École de Chicago sont nombreuses, et il convient ici de les souligner. A notre avis, TURNER partage les principales thèses élaborées par WIRTH, PARK, BURGESS, etc... sur la base d'une perception de l'espace urbain comme étant "naturellement" structuré par les lois économiques du marché. La ségrégation spatiale apparaît ainsi comme le produit naturel de la compétition économique entre les usages plus ou moins rentables de la ville (production, services, habitat, commerce, administration et gestion), et entre les différentes catégories socio-économiques, pour l'appropriation de l'espace urbain. De même qu'il y a un espace de la réussite économique et sociale (et donc du Pouvoir), il y a également une marginalité écologique qui correspond à une marginalité sociale et économique. Ernest BURGESS et ses émules s'attacheront à définir ces espaces de la ségrégation : le Central Business District, la zone de transition des taudis du centre ville, la moyenne périphérie industrielle et ouvrière, la périphérie des classes moyennes.....

Reprenant ce principe explicatif, TURNER recherche, au travers d'un modèle de mobilité résidentielle des masses urbaines des villes latino-américaines, la légitimation de la ville structurée à partir des réussites ou des échecs des habitants de la ville (des "citadins"), pour s'imposer dans la lutte sociale et économique pour la survie et pour l'appropriation d'un espace (dépendance de l'écologie Darwinienne).

Dans cette compétition pour l'accès aux ressources et à l'espace, certains sont en marge. C'est la "culture de la pauvreté" qui fleurit dans les taudis du centre ville, espace de ceux qui ne peuvent, ou ne veulent pas lutter pour s'élever dans l'échelle sociale et sortir du ghetto. L'anthropologie américaine sera friante de

ces études sur la culture du ghetto et de la marginalité, sur la persistance en ville du modèle d'intégration socio-économique, fondé sur la famille élargie et les solidarités socio-économiques qui dominaient la société paysanne, de laquelle ont été déracinés les migrants. Le ghetto qui cohésionne, mais qui représente un frein à l'autodépassement de l'individu qui en est le prisonnier. Les anthropologues latino-américains se demandent "comment survivent les marginaux " (L. LOMNITZ) en ville, comment fonctionnent leurs réseaux de solidarités, quelle est la culture urbaine des plus pauvres (disciples de REDFIELD). L'arrière fond du problème politique posé par l'intégration à la société urbaine des masses paysannes est évident.

Face aux politiques autoritaires des gouvernements latino-américains, TURNER fait figure de progressiste en proposant qu'au lieu d'imposer aux plus pauvres des standards de vie urbaine, auxquels seules les classes moyennes peuvent accéder et s'approprier, il s'agit d'appuyer l'effort des plus pauvres pour s'approprier d'un espace à eux, construit à leur rythme et qui est le seul lieu concret de leur progressive intégration à la ville.

## **2.2 - Le "développement" et l'idéologie du progrès**

Les thèses de TURNER sont largement dépendantes du contexte historique et politique dans lequel elles furent produites : la croisade pour le développement lancée par les Etats-Unis après la révolution urbaine : "l'alliance pour le progrès", en Amérique Latine. Son modèle de mobilité résidentielle repose sur une profession de foi implicite en faveur du progrès social des masses urbaines des agglomérations latino-américaines.

Plusieurs contradicteurs des thèses de TURNER et des apologistes de l'autoconstruction périphérique se sont attachés à démontrer empiriquement que les quartiers d'habitat spontané présentent le plus souvent une grande hétérogénéité dans leur composition sociale, et en ce qui concerne la qualité de confort des logements. De nombreuses études montrent comment l'amélioration de l'habitat des urbanisations périphériques est inégale et qu'elle dépend de l'insertion différentielle des autoconstructeurs sur le marché de l'emploi. Alors que pour TURNER, l'habitat spontané périphérique représentait une opportunité, pour le plus grand nombre, de dépasser les conditionnements structurels de la pauvreté, plusieurs chercheurs semblent au contraire penser que ces conditionnements (difficultés d'accès à l'éducation, à un emploi stable, aux bénéfices de la Sécurité Sociale, etc...) "inhibent le succès potentiel

de l'autoconstruction" (P. WARD). Loin d'être une "solution", l'habitat populaire autoconstruit n'est qu'une réponse obligée des plus pauvres aux opportunités limitées que les sociétés latino-américaines peuvent offrir à leurs membres.

Le modèle de mobilité sociale et résidentielle de TURNER, de même que la manipulation idéologique des "bienfaits de l'autoconstruction" qui en découle, reprend de plus l'idée banale néo-libérale selon laquelle les familles "choisissent" de louer leur logement tant que leur assiette économique (emploi et revenus stables) n'est pas assurée. En fait, il semble bien que la location du logement ne soit pas l'objet d'un choix, mais plutôt le produit résiduel d'une série de contraintes qui empêchent les catégories sociales les plus pauvres d'accéder à la propriété, même pas celle d'un lot irrégulier à urbaniser (A. GILBERT, P. WARD, M. EDWARDS).

### **2.3 - Autoconstruction et exploitation des masses urbaines appauvries**

TURNER et ses disciples (gouvernements, Banque Mondiale, etc...) ont été accusés par la plupart des chercheurs latino-américains se réclamant du matérialisme historique, d'encourager l'exploitation des masses urbaines. En effet, en termes de reproduction de la force de travail, l'autoconstruction peut être considérée comme un plus travail auquel sont contraints les plus pauvres, à cause de l'insuffisance de leurs revenus, qui ne leur permettent pas d'accéder au marché formel des terrains urbanisés et du logement social. Promouvoir l'autoconstruction comme "solution viable", c'est donc encourager cet état de fait, justifier les politiques qui bénéficient au capital immobilier et aux classes moyennes, et appuyer des structures socio-économiques d'exploitation.

E. PRADILLA, M. SCHTEINGART, P. CONNOLLY et bien d'autres, vont alors privilégier l'analyse en termes de politiques foncières et du logement, et de systèmes de production de l'espace urbain et de l'habitat. Il apparaît alors que le marché foncier et du logement est largement monopolistique et que, dans ce contexte, la liberté de choix et de mobilité spatiale des pauvres n'existe que dans l'esprit néo-libéral de TURNER. La plupart des familles à faible revenu ne peuvent, en réalité, avoir accès qu'à trois types d'alternatives résidentielles : la location à bas prix, l'appropriation irrégulière d'un terrain périphérique non urbanisé et autoconstruit, ou bien l'acquisition d'un logement social grâce aux prêts aidés des fonds publics "dévalorisés" (JARAMILLO).

Or, dans le cas de la ville de Mexico, le marché locatif des quartiers centraux taudifiés est, depuis 1950, saturé, ce qui conduisit les pouvoirs publics à un "laisser-faire" au niveau de la seule alternative pour l'habitat des plus pauvres : l'urbanisation irrégulière périphérique. Loin de correspondre à une mobilité sociale ascendante, le développement de cette "solution" est largement tributaire de l'inadéquation structurelle entre le niveau des revenus et le coût de l'habitat, ainsi que des politiques visant à protéger les propriétaires et à favoriser le développement de la promotion immobilière.

Dans le même sens, certaines études tendent à démontrer que le rythme d'expansion de l'habitat spontané autoconstruit tend à décroître, lorsque les pouvoirs publics se décident à financer de façon significative des programmes massifs de logements sociaux. En ce qui concerne la location, M. EDWARDS montre que son importance est directement fonction des politiques foncières dans les périphéries des agglomérations. Il semble, par exemple, que le développement important de la production par les autoconstructeurs d'un habitat locatif à bas coût soit directement lié, à Mexico, avec la décision politique de freiner l'expansion territoriale de l'agglomération (COULOMB).

3 -

### 3.1 - Habitat et activités populaires : le cas de la ville centrale

Une analyse de la ville centrale de Mexico permet de reprendre une des intuitions initiales de TURNER, qui concerne l'articulation entre l'espace de la reproduction de la force de travail et l'espace où s'applique cette force de travail. Le lecteur aura noté comment TURNER, après avoir noté l'importance de la localisation du logement en relation à la localisation (centrale) des activités commerciales et de services, en minimise ensuite la "fonction", au profit de la sécurité de la tenure du logement et de son confort.

Nos travaux de recherche semblent montrer, cependant, que, face à la crise économique et à l'exacerbation du chômage et du sous-emploi, la concentration des activités économiques du secteur tertiaire ("formel" et "informel") dans la ville centrale de Mexico, fait que le sous-marché locatif des vieux quartiers centraux représente une localisation résidentielle privilégiée pour une grande partie des populations à bas revenus, et pas seulement pour les migrants récents ou les jeunes ménages (TURNER ne se demande d'ailleurs pas pourquoi ce sous-marché est depuis longtemps saturé).

Dans la ville centrale de Mexico (le 1/20ème de l'espace urbanisé de l'agglomération), le nombre des établissements commerciaux a augmenté de 36 % entre 1970 et 1980, et les services s'y sont multiplié par deux (+ 106 %), alors que l'activité industrielle y connaissait un taux de décroissance de 25 %. Sur dix nouveaux emplois créés ces dix dernières années dans la ville de Mexico (District Federal), six l'ont été dans la ville centrale. C'est là qu'étaient concentrés, en 1980, 76 % des emplois offerts par l'activité commerciale et 84 % des emplois du secteur des "services" (terme qui, on le sait, concerne une très grande partie des activités du secteur "informel" de l'économie). C'est là qu'étaient également concentrés 28 % de l'administration publique du pays : 280 000 fonctionnaires !

Cette énorme opportunité d'emplois, offerts par la ville centrale aux habitants des quartiers populaires du centre ville, peut être mesurée par le temps de leurs déplacements résidence/lieu de travail : moins de 15 minutes pour le tiers d'entre eux, et moins de 30 minutes pour plus de la moitié. En contrepartie, les masses urbaines des périphéries populaires requièrent en moyenne plus d'une heure et demie (parfois plus de trois heures), le coût de ces déplacements représentant 25 % du salaire minimum environ.

Il est intéressant de noter ici qu'un chercheur "marxiste" tel que JARAMILLO (1983) incorpore la localisation du logement à ses analyses de la rente immobilière. Après avoir rappelé que la rente immobilière est en grande partie une rente de monopole (le prix des loyers dépendant moins des conditions de production de la marchandise - logement, que des conditions de circulation de cette marchandise sur le marché), JARAMILLO souligne le poids spécifique qu'a la localisation du logement dans la détermination du prix. Pour les classes à bas revenus, la rente de monopole prend la forme d'une "rente différentielle du logement", qui est fonction de l'articulation spatiale entre celui-ci et les localisations des emplois, ainsi que des moyens de reproduction collective de la force de travail (équipements éducatifs, de santé, etc...).

Le séisme récent qui a touché exclusivement la ville centrale de Mexico (19/09/85) a largement mis en valeur l'importance de cette articulation : jamais les organisations de locataires des quartiers centraux n'avaient défendu avec autant de clarté et de force la localisation centrale de leur habitat, préférant les conditions très précaires des campements improvisés dans la rue aux relogements périphériques offerts par les pouvoirs publics (lots urbanisés ou logements sociaux).



### 3.2 - La production de l'espace habité en tant qu'activité économique

TURNER n'a pas tort de vouloir explorer la relation qui existe entre l'appropriation et la construction des espaces périphériques en voie d'urbanisation et l'insertion des autoconstructeurs dans la structure socio-économique de la ville. Dépassant ses évidentes limitations idéologiques, plusieurs chercheurs ont repris l'hypothèse et commencent à produire des résultats intéressants.

La relation entre le rythme de l'autoconstruction (la vitesse de consolidation de l'habitat spontané) et les cycles de conjoncture économique (taux d'emploi, évolution de l'inflation et du pouvoir d'achat, en particulier des matériaux de construction), a été analysée par plusieurs auteurs (LEGORRETA, SCHTEINGART).

D'autres (CONNOLLY) explorent le rôle du travail non salarié dans la production du cadre bâti des quartiers populaires, en relation à la structure de l'emploi du groupe familial. On découvre ainsi que les habitants les mieux intégrés sur le marché capitaliste de l'emploi sont ceux qui investissent le moins leur propre main-d'oeuvre non rémunérée dans l'amélioration de leur logement ou de leur quartier.

On franchit un pas important dans la compréhension de l'habitat et de l'économie des plus pauvres, lorsque les activités de production de l'habitat dit "spontané" ou "sous-intégré" sont analysées comme de véritables activités productrices, et pas seulement comme des activités liées à la reproduction de la force de travail.

S'il est vrai que les quartiers populaires s'améliorent au fil des années, ce n'est pas toujours au bénéfice des occupants originels. Il existe, dans les contingents de squatters, des spéculateurs qui revendent leur lot, le plus souvent après l'avoir subdivisé, lorsque la valeur commerciale des terrains augmente, au rythme des programmes de régularisation foncière et d'amélioration des infrastructures et des équipements. Ils trouvent comme clients des membres de catégories sociales plus aisées, et même de petits promoteurs immobiliers, qui ont attendu jusque là que l'insécurité de la tenure foncière et que la déficience des équipements aient été résolues par les mobilisations revendicatrices et le travail des premiers "colons".

Se constitue alors un véritable marché du foncier et de l'immobilier au travers duquel s'effectue un transfert de la plus-value produite par les autoconstructeurs vers des tiers, qui bénéficient de valeurs

d'usage élevées, mais acquises à moindre coût. L'autoconstruction apparaît alors comme un mécanisme pervers "d'auto-exploitation", où la force de travail des autoconstructeurs est emputée d'une partie de la plus-value qu'ils ont créée : prix de vente des lots, ou des logements autoproduits, inférieurs à leur valeur, et qui n'incluent pas le coût du travail non-payé investi (LEGORETTA, JARAMILLO, PRADILLA, CONNOLLY, etc...). Des ventes auxquelles les "colons" sont bien souvent contraints au gré des pertes d'emploi, des effondrements du pouvoir d'achat et des "stratégies" économiques des masses urbaines appauvries.

"Stratégies", voilà un mot problématique enfin lancé ! Mais, pourquoi ne pas reconnaître que, à l'intérieur des structures socio-économiques et spatiales fondées sur l'inégalité dans la compétition pour l'accès aux ressources et sur l'exploitation des masses urbaines, il existe des stratégies individuelles, ou de groupes familiaux, qui visent à réguler (non à résoudre) les tensions générées par la division sociale et spatiale du travail ? C'est tout un champ de connaissances qui s'ouvre alors au chercheur, et où les "relations fonctionnelles" de l'habiter avancées par TURNER peuvent être reprises et corrigées (en ce qui concerne leur fonctionnalisme néo-libéral et leur idéologie sur le progrès des citoyens "en voie de développement").

On s'intéressera avec profit aux pratiques de ces "colons" qui optent pour freiner l'amélioration de leur logement au profit d'investissements réalisés dans la création d'un fond de commerce, d'un atelier artisanal ou l'achat d'un taxi - aux employés qui préfèrent rester dans leur pièce taudifiée du centre ville, au profit d'une épargne qui leur permet d'investir dans l'éducation des enfants, ou d'assurer une meilleure intégration dans le réseau d'influences de l'administration publique et du clientélisme politique - à ces travailleurs de la construction qui utilisent leur cycle de chômage pour s'assurer des revenus stables en construisant sur leur lot des pièces pour la location. Bref, à ces dizaines de milliers de "citadins" pour qui l'appropriation d'un espace dans la ville met en jeu, à la fois, leur travail et leur résidence.

Ces brèves notes sur quelques débats récents en Amérique Latine, particulièrement au Mexique, veulent seulement souligner l'intérêt épistémologique d'une approche de la ville, comprise à la fois comme espace de la production et de la reproduction, comme espace de la production et production de l'espace, comme espace des activités et espace de l'habiter. Nos analyses des villes et des citoyens du Tiers Monde sont encore largement dichotomiques, et nous avons beaucoup à faire pour construire des hypothèses qui articulent à la fois la ségrégation spatiale, les processus économiques d'exploitation, les pratiques de contrôle politique et les "stratégies" de survie des masses urbaines, pour l'appropriation de l'espace et l'accès aux ressources.

## REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- BURGESS Ernest W.      The grow of the city : an introduction to a research project, In BURGESS/MACKENZIE/PARK, "The City", Chicago, The university of Chicago Press, 1925, p 47-62
- CONNOLLY Priscilla      - Investigacion sobre vivienda, volumes II, III et IV, COPEVI, Mexico, 1977  
- Autoconstruction Espontanea. Solucion o Problema ?, revue Autogobierno n° 11, Mexico
- COULOMB René          La vivienda de alquiler en zonas de reciente urbanizacion, PEVAL/Institute for Housing Studies, Medellin, 1984
- EDWARDS Michael      Residential mobility in a changing housing market : the case of Bucaramanga, Urban Studies n° 20, 1983, p 131-145
- GILBERT Alan et  
WARD Peter              Housing, the State and the poor : policy and practice in three Latin American Cities, London, Cambridge University Press, 1984, p 319
- JARAMILLO Samuel      Hacia una teorie de la renta del suelo urbano, Bogota, Centra de Estudio, pare el Desavollo Economico, Universided de Los Andes, 1977, p 122
- LEGORRETA Jorge      La autoconstruccion de vivienda en Mexico, Mexico, CECODES, 1984, p 204
- LOMNITZ Larissa      Como sobreviven los marginados, Mexico, Siglo XXI Editores, 1975

- PARADILLA Emilio      Autoconstruction, explotacion de la fuerza de trabajo y politica del Estado en America Latina, in "Ensayos sobre el problema de la vivienda", Mexico, UAM, 1982, p 268-344
- REDFIELD Robert      The folk society and culture, in "American Journal of Sociology", n° 52
- SCHTEINGART Martha      La accion habitacional del estado mexicano, Mexico, El Colegio de Mexico, 1978, p 245
- TURNER John      Housing priorities, settlement patterns and urban development in modernizing countries, Journal of the American Institute of Planers n° 34, 1968, p 354-363
- Barriers and channels for Housing Development in Modernizing Countries, Journal of the American Institute of Planers n° 33, 1967, p 167-181
- Housing by People, London, Marion Boyars, 1976, (en français : Le logement est votre affaire, Senil, 1979)
- WARD Peter      Self Help Housing, a critique, London, Mansell, 1982, p 296

**GROUPE DE RECHERCHE**

**Villes et citadins des tiers-mondes**

**(CNRS, ORSTOM, Université LYON II)**

**Programme "Citadinités"**

**Dossier n° 2**

**ANTHROPOLOGIE ET SOCIOLOGIE DE  
L'ESPACE URBAIN**

**Document provisoire**

**Octobre 1986**

**Mise en forme du dossier :**

**- Ph. HAERINGER**

**- J.C. DAVID**

**GLYSI - Département 'D' ORSTOM - IRMAC**

**correspondance : GLYSI, Université Lyon II, Avenue Pierre Mendès-France - 69500 BRON**

**Tél. : 78 00 69 83**